

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/16/Add.1/Rev.5
19 octobre 1998

(98-4031)

Comité des pratiques antidumping

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 16.4 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions prises par eux en matière de lutte contre le dumping pendant la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1996: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Communautés européennes, Corée, Costa Rica, États-Unis, Guatemala, Inde, Israël, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie et Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/ADP/N/16/... .

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de lutte contre le dumping pendant la période considérée:

Afrique du Sud	Indonésie	Pologne
Bahreïn	Islande	Qatar
Barbade	Jamaïque	République dominicaine
Bénin	Koweït	République slovaque
Bolivie	Liechtenstein	République tchèque
Brunéi Darussalam	Malte	Roumanie
Chypre ¹	Maroc	Sénégal
Cuba	Maurice	Singapour
Égypte	Namibie	Slovénie
Émirats arabes unis	Norvège	Sri Lanka
Fidji	Ouganda	Suisse
Honduras	Pakistan	Uruguay
Hong Kong	Paraguay	Zambie
Hongrie	Philippines	Zimbabwe

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Belize, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, Équateur, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée (Rép. de), Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Kenya, Lesotho, Macao, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Togo et Tunisie.

¹ Ce Membre a indiqué en outre qu'aucun droit antidumping définitif ni aucun engagement n'était en vigueur au 30 juin 1996.